

Stéphane Carré, MC, Nantes Université, IUT Saint-Nazaire, dép. MLT, UMR CNRS 6297 « Droit et changement social »

## **Publications :**

- « **Le contrôle prud'homal de la légitimité des licenciements économiques : bilan d'une recherche** » (1993), *Droit Social*, novembre 1993, p. 859 à 865.

- « **Le principe de la publicité devant les juridictions d'Etat et la notion de secret** » (1994), *La Gazette du Palais*, 3/4 août 1994 doct., p. 2 à 9.

- « **La confidentialité dans le règlement amiable des litiges** » (1994), *Les Petites Affiches*, 5 août (p. 17 à 25) et 8 août 1994, p. 7 à 17.

- « **Les dispositions relatives au délai de réflexion avant la notification d'un licenciement dans la loi n°94-679 du 8 août 1994** », (1995) *Les Petites Affiches*, 13 fév., p. 13 à 16.

- « **La Cour de cassation face à l'épineux contrôle de la légitimité du licenciement économique** » (1995), *Droit Ouvrier*, n° 556, mars, p. 121 à 129.

- « **La délicate interprétation des jugements en présence d'une ambiguïté (art. 461 N.C.P.C.)** » (1995), *La Gazette du Palais*, n° 137 du 18 mai, p. 11 à 15.

- « **Devoir d'assistance et communauté de vie entre époux lors d'un contrat passé avec un tiers** » (1996), *Les Petites Affiches*, 24 juil., p. 23 à 26.

- « **Le statut social des activités non professionnelles** » (1997), *MIRE Info* n° 37, mars, p. 81 à 83.

- « **Devoir d'assistance, communauté de vie et contrat entre époux** », (1997), *Les Petites Affiches*, 1<sup>er</sup> sept., p. 5 à 9.

- « **Les activités lucratives accessoires entre activités professionnelles et occupations à titre gratuit** », in *Le travail en perspective* (sous la dir. d'A. Supiot), éd. L.G.D.J., coll. « Droit et société », 1998, p. 321 à 332.

- « **Un exemple de pluralisme juridique : l'accord Grands Routiers du 13 novembre 1994** » (1999), *Revue Juridique de l'Ouest*, n° 3, p. 377 à 394.
  
- « **La notion d'affrètement dans le transport routier de marchandises** » (1999), *La semaine juridique*, éd. entreprise et affaires n° 5 du 4 fév., p. 210 à 214.
  
- « **L'état du droit dans le transport routier de marchandises : une réglementation en trompe l'œil** » (2000), *Droit et Société*, n° 56, p. 597 à 614 (en collabo. avec H. Desfontaines, MSH Ange Guépin).
  
- « **L'articulation des activités non professionnelles et de l'emploi : entre rivalité et complémentarité** » (2000), *Droit Ouvrier*, novembre, p. 471 à 477.
  
- « **Le rôle de la sécurité routière dans l'émergence d'une réglementation sociale internationale relative aux chauffeurs routiers** » (2001), *Droit Ouvrier*, mars, p. 89 à 97.
  
- « **La délicate appréhension du temps de travail des conducteurs routiers** » (2001), *Les Cahiers Scientifiques du Transport*, n° 39, p. 3 à 14.
  
- « **Les conditions d'exercice du métier de chauffeur routier et l'alternative du contrat de transport** » (2002), *La Semaine Juridique*, éd. Entreprise et affaires, 27 juin, 995, p. 1086 à 1091.
  
- « **Les rapports tumultueux de la loi et de la négociation dans le secteur des transports routiers** » (2002), *Les Cahiers Scientifiques du Transport*, n° 42, p. 25 à 42.
  
- « **Les artisans chauffeurs : l'allégeance dans l'indépendance** », in *La subordination dans le travail*, (sous la dir. de J. P. Chauchard, et A. Ch. Dubernet), éditions La documentation française, coll. « Cahiers travail et emploi » 2003, p. 263 à 276.
  
- « **L'aspect protéiforme des règles d'entreprise** » (2003), *Revue Interdisciplinaire d'Etudes Juridiques*, n° 51, p. 39 à 67.
  
- *La réglementation du travail des chauffeurs routiers*, éditions L'harmattan, coll. « La justice au quotidien », 2004, Paris, 118 p.
  
- « **Les transformations du système ferroviaire américain** » (2005), *Actes du Colloque national de la recherche universitaire dans les IUT*, 9 et 10 mai 2005.

- « **Le transport de corps, un ectoplasme juridique** » (2005), *Revue de la Recherche Juridique*, n° 110, p. 2033 à 2045.

- « **Influence communautaire et ratiocinations nationales dans l'évolution du droit social applicable au secteur du transport routier de marchandises** » (2006), *Droit Ouvrier*, septembre, p. 417 à 429.

- « **La situation sociale des railroadmen à l'aune de l'évolution du système ferroviaire américain** » (2006), *Revue d'histoire du droit*, vol. LXXIV, p. 355 à 385.

- « **La réglementation de la durée du travail applicable au personnel de la batellerie** » (2007), *Droit Social*, n° 7/8, p. 821 à 830.

- « **Sur la condition sociale des chauffeurs routiers et l'importance du transport dans le contrat de vente** » (2007), *Cahiers Scientifiques du Transport*, n° 51, p. 127 à 148.

- « **Généalogie d'une réglementation : la législation communautaire sur les temps de conduite et de repos applicable aux transports routiers** » (2008), *Revue de Droit des Transports*, octobre (p. 15 à 23) et novembre (p. 10 à 19).

- « **Les dispositions sociales du secteur des transports et le Code du travail** » (2009), *Revue de Droit des Transports (RDTr)*, avril, p. 9 à 17.

- « **Réglementation professionnelle applicable aux travailleurs mobiles des transports routiers** », *Jurisclasseur Transport*, automne 2009, fascicule n° 798.

- « **Réglementation sociale applicable au personnel roulant des transports routiers** », *Jurisclasseur Transport*, automne 2010, fascicule n° 799.

- « **L'avènement d'un nouveau droit sectoriel : le droit applicable aux personnels des chemins de fer** » in *Le droit des transports dans tous ses états* (dir. B. Dupont-Légrand, C. Landsweerd, L. Peru-Pirotte), éd. Larcier, 2012, Bruxelles, (p. 239 à 273).

- « **Réglementation du travail et processus d'industrialisation dans le secteur du transport routier de marchandises** » (2012), *Droit Social*, n° 5, p. 494 à 501 (en collabo. avec H. Desfontaines, UCO).

- « **Aspects juridiques de la sécurité ferroviaire** » (2012), *Revue de la recherche juridique*, n° 141, p. 375 à 397.
  
- « **Chronique de droit social des transports – mai 2011/février 2012-** » (2012), *Revue de droit des transports et de la Mobilité*, avril/juin, p. 12 à 15.
  
- « **Reconnaissance de représentativité et quête de reconnaissance. Le cas de l'Organisation des transporteurs routiers européens** » (2012), *Travail et Emploi*, juil./sept. n° 131, p.65 à 74.
  
- « **L'ordonnance n° 2012-814 du 22 juin 2012 relative au temps de travail des conducteurs indépendants** » (2012), *Revue de droit des transports et de la Mobilité*, oct./déc., p. 13 à 15.
  
- « **Chronique de droit social des transports – fév. 2012/mars 2013-** » (2013), *Revue de droit des transports et de la Mobilité*, avril/juin, p. 21 à 25.
  
- « **La détermination des règles professionnelles et sociales applicables au personnel navigant du bassin rhénan** » (2014), *Cahiers Scientifiques du Transport*, n° 65, p. 3 à 22.
  
- « **Chronique de droit social des transports – mars 2013/février 2014-** » (2014), *Revue de droit des transports et de la Mobilité*, avril/juin, p. 6 à 9.
  
- « **Réglementation professionnelle applicable aux travailleurs mobiles des transports routiers** », *Jurisclasser Transport*, printemps 2014, fascicule n° 798 (refonte).
  
- « **Les conditions de travail dans les transports : un environnement social encore largement indifférent au développement durable** » (2015), *La Semaine Juridique*, éd. Social, 10 mars, 1075.
  
- *L'interrelation entre le professionnel et le social : le cas du droit rhénan* (2015), édition Presses Universitaires de Rennes, coll. « L'univers des normes », Rennes, pp. 190
  
- « **Les interactions du professionnel et du social en droit fluvial rhénan** » (2016), *La Semaine Juridique*, éd. Social, 28 juin, 1227, p. 11 à 15.

- « **La réglementation applicable aux salariés du transport, un droit sous l'influence d'une logique du métier** » (2016), *Revue de Jurisprudence Commerciale*, sept./oct., p. 585 à 598.
  
- « **Le droit social aérien, entre libéralisation économique et contraintes de sécurité** » (2016), *Revue Française de Droit Aérien et Spatial*, vol. 280, n° 4/2016, p. 393 à 421.
  
- « **De l'engagement au service du transporteur au temps de service des conducteurs. Mesure du travail et norme temporelle du travail des chauffeurs routiers en France** » (2017), *Droit et Société*, n° 95, p. 131.
  
- « **Réglementation sociale applicable au personnel roulant des transports routiers** » (2017), *Jurisclasseur Transport*, fascicule n° 799 (refonte).
  
- « **Variations sur un droit professionnel : l'action de la Commission centrale pour la navigation du Rhin en matière de droit social** » (déc. 2017), in *La Commission centrale pour la navigation du Rhin : histoire d'une organisation internationale* (dir : M. Libera, S. Schirmann), Cahiers FARE n° 13, éd. L'Harmattan (ISBN : 978-2-343-13885, 1 janvier 2018, 366 pages), p. 237 à 256.
  
- « **Ô temps, suspends ton vol. La prise en compte par le droit social des déplacements à titre professionnel** » (2018), *Droit ouvrier*, août, p. 485 à 494.
  
- « **Itinérance et dissimulation d'emplois dans les transports** » (2018), *Revue de la Recherche Juridique*, décembre, vol. 172, p. 735 à 799.
  
- « **Transport fluvial : évolutions récentes en droit social** » (2019), *Énergie – Environnement – Infrastructures*, mars, p. 24 à 30.
  
- « **La nature des contrats liant les transports particuliers de personnes à leur clientèle** », *CNR'IUT 2019, Actes du congrès*, 6/7 juin 2019, Toulon, p. 78 à 79 ([https://cnriut2019.sciencesconf.org/data/pages/book\\_cnriut2019\\_fr.pdf](https://cnriut2019.sciencesconf.org/data/pages/book_cnriut2019_fr.pdf)).
  
- « **Bouleversements dans le transport particulier de personnes : la profession de taxi en butte aux failles juridiques et aux ruptures technologiques** » (2019/1), *Revue de la Recherche Juridique*, octobre, vol. 173, p. 285 à 303.
  
- « **Marins d'eau douce ! La situation sociale et professionnelle des navigants en zone d'estuaire** », *Le travail et la mer* (coord : A. Charbonneau, O. Fotinopoulou-Basurko, F. Mandin), éd. Pedone, Paris, 2021, p. 237 à 242.

- « **Chauffeurs routiers : la mosaïque des situations sociales** » (2021), *Droit ouvrier*, juin, n° 874, p. 353 à 365.

- « **Réglementation professionnelle applicable aux travailleurs mobiles des transports routiers** », *Jurisclasseur Transport*, janvier 2022, fascicule n° 798, pp. 32 (refonte).

- « **Entreprises de navigation fluviale** » (en collabo avec Ph. Delebecque), pp. 592-607, in *Droit des transports, 2023/2024*, éd. Dalloz (coll. Dalloz Action, 1ère éd.), sous la dir. de Ph. Delebecque

- « **Les règles professionnelles et sociales du personnel de l'aviation civile** », pp. 986-1093, in *Droit des transports, 2023/2024*, éd. Dalloz (coll. Dalloz Action, 1ère éd.), sous la dir. de Ph. Delebecque

- « **Les règles professionnelles et sociales du personnel du transport ferroviaire** », pp. 1094-1174, in *Droit des transports, 2023/2024*, éd. Dalloz (coll. Dalloz Action, 1ère éd.), sous la dir. de Ph. Delebecque

- « **Les règles professionnelles et sociales du personnel du transport fluvial** », pp. 1175-1217, in *Droit des transports, 2023/2024*, éd. Dalloz (coll. Dalloz Action, 1ère éd.), sous la dir. de Ph. Delebecque

- « **Réglementation sociale applicable au personnel des transports routiers** », *Jurisclasseur Transport*, janvier 2023, fascicule n° 799 (refonte).

## **Commentaires de jurisprudence en droit social et professionnel des transports**

*Notes et observations par secteur du transport et ordre chronologique des arrêts :*

*Aérien*

- **CA Paris, 18<sup>ème</sup> chambre, 6 mars 2008**, n°S 07/03026, « Benmabrouk c/Federal Express Corporation » : JurisData : 2008-365204, RDT oct. 2008, 216 : sécurité aérienne ; le statut du salarié protégé prime sur l'application des mécanismes contractuels.
- **CA Paris, 18<sup>ème</sup> ch. E, 16 mai 2008**, « S.A. BAC Sécurité et a. c./ Zarbout et a. », RDT novembre 2008 : sécurité aérienne : octroi d'une prime conventionnelle : condition d'ancienneté.
- **CA Paris, 21<sup>ème</sup> ch., 22 mai 2008**, n°S 06/07972, « Dehiri c/ Aviation Security » : JurisData n°2008-364 641, RDT oct. 2008 : les retards chroniques d'un salarié chargé d'une mission de sûreté aérienne constituent une cause réelle et sérieuse de licenciement.
- **CA Paris, 21<sup>ème</sup> ch. B, 29 mai 2008**, « Broilliard c/ S.A. Europe Airpost » : JurisData n°2008-372002, RDT février 2009, 37 : affectation d'un commandant de bord recruté sous contrat à durée déterminée à des vols relevant de l'activité régulière de l'entreprise.
- **CA Nîmes, 22 juil. 2008**, n°06/04359, « SA Proteus Hélicoptères c/ Lelièvre », JurisData : n°2009-376285 (1<sup>ère</sup> esp.) et CA Nîmes, 4 nov. 2008, n°06/04359, SA Proteus Hélicoptères c/ Lelièvre, JurisData : n°2009-376292 (2<sup>ème</sup> esp.), RDT juil/août 2009, 159 : Astreintes et temps de travail des pilotes d'hélicoptère assurant des services d'urgence.
- **CA Paris, 14 mai 2009**, « Vanel c/SA Air France » : Juris-Data n°2009-003930, RDT oct. 2009, 205 : transports aériens : inaptitude définitive au vol et mesures de reclassement.
- **Soc. 27 mai 2009**, arrêt n°1120 FS-D : JurisData n°2009-048432 ; RDT janv. 2010, 16 : aérien : contrat de travail et conflit de lois dans l'espace.
- **CE, 12 oct. 2009**, RDT nov. 2010, 228, n° 297075, « Chevillard, veuve Bancherelle » : JurisData n° 2009-011048 : Accident d'hélicoptère, mission de sauvetage et collaboration occasionnelle du service public.
- **Soc., 29 sept. 2009**, n°1899 F-D, « Ancellin et a. c/ AGS » : Juris-Data n°2009-049757, RDT déc. 2009, 230 : Inopposabilité d'un accord d'entreprise conclu en fraude des droits de l'AGS
- **CA Nîmes, ch. soc., 2 févr. 2010**, RDT déc. 2010, 256, n° 09/00795, « Manen Tolonias c/ SA Air Caraïbes et a. » : JurisData n° 2010-013522 : L'erreur de pilotage d'un commandant de bord inapte à sa fonction peut être constitutif d'une faute inexcusable de l'employeur.
- **CA Paris, 11 fév. 2010**, « Trolliet c/ Société Air France », RDT oct. 2010, 193 : Comportement indélicat d'un salarié et droit disciplinaire de l'employeur, intervenant comme transporteur aérien.

- **CA Pau, 8 févr. 2010**, RDT nov. 2010, 225, Herault c/ Régional – Compagnie aérienne européenne : JurisData n° 2010-009166 : Contrôle réglementaire de compétence et licenciement pour incompétence professionnelle d'un pilote de ligne.

- **CA Paris, 14 octobre 2010**, RDT avril 2011, 71, « Petit c/ CRAF » : Juris-Data n°2010-022523 : aérien : Prise en compte d'une majoration pour enfants à charge dans le cadre d'une liquidation de pension de retraite.

- **Soc., 23 nov. 2010**, RDTTr avril 2011, 70, n° 09-42.364, F-D, « Vivoni c/ CCM » : JurisData : 2010-021960 : Conséquences indemnitaires du licenciement d'un pilote de ligne licencié pour inaptitude physique.

- **Civ, 2<sup>ème</sup>, 3 mars 2011**, RDTTr juin 2011, 104, n° 10-15.702, « Lufthansa c/URSSAF de Seine et Marne » : JurisData n° 2011-002636 : Cotisations sociales sur des billets d'avion à tarif réduit considérés comme un avantage en nature.

- **Soc. 4 avril 2012**, JCP éd. Soc. 17 juil. 2012 n° 29, 1316, n° 11-10.706, « Compagnie Régional c./ M.C. » : JurisData n° 2012-006381 : rupture du contrat de travail d'un pilote de ligne en raison de son âge.

- **Soc. 3 juil. 2012**, JCP éd. Soc. 2 oct. 2012 n° 40, 1409, n° 11-13.795 FS-P+B, « SA Société Brit Air » : JurisData n° 2012-014928 : variation sur l'âge du pilote.

- **CA Paris, pole 6, ch. 5, 6 sept. 2012**, RDTM avr./juin 2013, 23, n° 10/05834 : JurisData n° 2012- 031753 : Aérien : rupture du contrat de travail d'un personnel navigant commercial en raison de son âge.

- **Soc., 25 sept 2013**, RDTM janv./mars 2014, 10, n° 12-13.697 : JurisData n° 2013-020538 : Disposition conventionnelle en matière d'emploi et action syndicale en défense des intérêts collectifs de la profession.

- **Soc., 21 sept. 2017**, JCP 2017 éd. Soc., 7 nov. 2017, 1347, n° 16-10.292 FS+P+B : JurisData n° 2017-018170 : Cessation d'activité du personnel navigant commercial de l'aéronautique civile et discrimination en fonction de l'âge.

- **Soc., 28 fév. 2018**, JCP 2018 éd. Soc., 1 mai 2018, 1148, p. 32, n° 16-12.754, FS-P+B : JurisData n° 2018-002733 : Conflit de juridictions dans l'espace : rôle de la base d'affectation en droit aérien.

- **Soc., 13 mars 2019**, n° 17-21.151, JCP 2019 éd. Soc., 11 juin 2019, 1170, p. 30 : JurisData n° 2019-003677 : Durée du travail et rémunération du personnel navigant des hélicoptères.
- **Soc., 18 septembre 2019**, n° C 17-22.863, FS-P+B, JCP éd. Soc., 17 juin 2019, 1300, p. 25 : Nécessité de l'avis du médecin du travail en cas de licenciement d'un pilote pour inaptitude.
- **Soc., 29 mai 2019**, n° 18-19.675, arrêt n° 867 FS-P+B, JCP éd Soc ; 17 sept. 2019, 1259, p. 36 : Désignation des délégués syndicaux du collège du personnel navigant technique de l'aviation civile.
- **Soc., 18 septembre 2019**, n° 17-22.863, FS-P+B, JCP 2019 éd. Soc., 17 sept. 2019, 1300, p. 25 : JurisData n° 2019-016002 : Nécessité de l'avis du médecin du travail en cas de licenciement d'un pilote pour inaptitude.
- **Soc., 23 oct. 2019**, n° 18-15.550, F-B+B, JCP 2019 éd. Soc., 3 déc. 2019, 1349, p. 36 : JurisData n° 2019-018490 : Liquidation de la retraite complémentaire des personnels navigants de l'aéronautique civile.

### ***Ferroviaire***

- **CA Paris, 25 mai 2007** : JurisData n°2008-360373, RDTr juillet/août 08 : réorganisation d'une gare de chemin de fer et recours, par le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, à un expert agréé.
- **CA Paris, 13 sept. 2007** : JurisData n°2007-360 112, RDTr juillet/août 08 : l'engagement unilatéral de la SNCF à reclasser certains personnels du SERNAM résulte tant de ses propres affirmations envers les représentants du personnel qu'accessoirement de ce qu'elle a pu soutenir auprès de tiers.
- **CA Paris, 18<sup>ème</sup> ch., 15 janv. 2008**, n°01/05498, « Pallas c/ CIWLT » : JurisData n°2008-316 610, RDTr sept 2008, somm. 172 : qualification professionnelle du couchettiste ferroviaire.
- **CJCE, 5 juin 2008**, affaire C226/06, « Commission des Communautés européennes c/République française », RDTr sept 2008 : transposition du droit communautaire au droit du travail spécifique applicable aux entreprises de transport à statut (SNCF).
- **CA Colmar 19 juin 2008**, n°2A 06/01971, « épouse Roussel c/Caisse de Prévoyance et de Retraite S.N.C.F », RDTr janvier 2009, 4 : allocation différentielle de chômage et régime spécial de retraite S.N.C.F.

- **CA Rennes, 22 mai 2008**, « Jean-Baptiste c/ S.N.C.F. » : JurisData n°2008-371286, RDT, janvier 2009, 5 : résiliation judiciaire du contrat de travail et règles protectrices du statut des personnels S.N.C.F.

- **Soc. 11 mars 2009**, « Demaret », RDTr juin 2009, 115 : Statut des personnels SNCF et application du principe de libre circulation des travailleurs au sein de l'union européenne.

- **CA Paris, 31 mars 2009**, « Brochard c/ SNCF » : JurisData n°2009-004123, RDTr janv. 2010, 6 : erreur d'application de la classification professionnelle, contrat de travail et statut des personnels SNCF.

- **CA Amiens, 1<sup>er</sup> juil. 2009**, RDTr juil./août 2010, 150 : SNCF : droit de retrait d'un machiniste.

- **Civ. 2<sup>ème</sup>, 9 déc. 2010**, RDTr oct. 2011, 148, n° 09-71.133, F-P+B, « Morel c/ Caisse de prévoyance et de retraite de la SNCF et a. » : JurisData n° 2010-023175 : le régime spécial de sécurité sociale SNCF prévaut sur l'application du principe d'équivalence posé à l'article R. 711-17 du Code de la sécurité sociale.

- **Cass. Ass. Plén. 18 nov. 2011**, RDTM avril/juin 2012, 24, n°10-16.491, « Andy X c./ SA CIWLT » : JurisData n° 2011-025152 : temps d'habillage : consécration d'une jurisprudence.

- **CE 12 mars 2012**, RTDM juil./sept. 2012, 38, n° 342770 et n° 343283, « CGT des cheminots c/ Ministère de l'Écologie » : JurisData n° 2012-004460 » : Statut du conducteur de train et sécurité ferroviaire.

- **Soc., 13 oct. 2016**, JCP éd. Soc. 29 nov. 2016, 1404, n° 15-14.514 FS-P+B : JurisData n° 2016-021111 : Aménagement du temps de travail et règles statutaires à la SNCF.

***Fluvial***

- **CA Lyon, 31 mars 2014**, RDTM juil./sept. 2014, 40, n°13/00793 : JurisData n° 2014-006403 : Transport fluvial : conflit de juridictions dans l'espace.

### *Maritime et ports*

-**CA Aix en Provence, 10 avril 2007**, n°06/00149, « Sola/SAS Comptoir Général Maritime Varois » : JurisData n°2007-345677, RDTr mars 2008 : les dockers occasionnels ne sont pas embauchés sous un contrat de travail à durée déterminée « d'usage ».

-**CA Paris, 2 mars 2007**, « Caisse Nationale de Garantie des Ouvriers Dockers/Gaillardon et a. » : JurisData n°2007-327743, RDTr mars 2008, : qualification des dockers professionnels.

-**CA Basse-Terre, 21janv. 2008**, « Nadille c/ SARL CLB » : JurisData n°2008-365 863, RDTr oct. 2008 : faute professionnelle et rupture anticipée du contrat d'engagement maritime à durée déterminée.

-**CA Paris, 18<sup>ème</sup> ch. C, 18 sept. 2008**, « SPM Shipping c/ Queau » : JurisData n°2008-372125, RDTr février 2009, 32 : l'affectation d'un capitaine à un navire relevant d'une autre catégorie ENIM constitue une modification du contrat de travail.

-**Soc. 17 déc. 2008**, n°06-21.533, F-D, « SAS Someca c/ Couton » : JurisData n°2008-046419, RDTr avril 2009, 77 : Service à la mer : organisation des bordées et des quarts et durée du travail.

-**CA Rouen, 03 fév. 2009**, « SNRH c/ Bouraima et a. » : JurisData n°2009-003015, RDTr sept 2009, 171 : Remorquage : indemnité de nourriture et périodes à terre du marin.

- **CA Aix-en-Provence, 18<sup>ème</sup> ch., 3 fév. 2009**, 2009/73, « Southern Offshore Cruising LTD c/ Buononato » : Juris-Data n°2009-012088, RDTr janv. 2010, 15 : Rupture du contrat d'engagement maritime et licenciement d'un capitaine embauché en France sous pavillon étranger.

- **Civ. 2<sup>ème</sup> 3 sept. 2009**, arrêt n°1366 FSP+B, « El Harouat c/ Établissement National Des Invalides de la Marine », RDTr nov. 2009, 216 : Sur les caractères distinctifs du contrat d'engagement maritime.

- **Civ. 2<sup>ème</sup>, 3 sept. 2009**, « ENIM c/Maddad », n°08-11.538, FS-P+B ; JurisData n°2009-049361, RDTr déc. 2009, 246 : période de guerre et pension de retraite maritime.

- **CA Aix-en-Provence**, 9<sup>ème</sup> ch. A, **1<sup>er</sup> oct. 2009**, « Arhon c/ Baty » : Juris-Data n°2009-016504, RDTr avril 2010, 93 : Rupture d'un contrat d'engagement maritime en cas d'innavigabilité du navire.

- **Soc. 5 nov. 2009**, n°2172 F-D, « Carré c/ Service maritime de la Gironde », RDT fév. 2010, 39 : Portée de la qualification professionnelle inscrite au bulletin de salaire du marin.

- **CA Aix-en-Provence, 23 novembre 2009**, RDTr oct. 2010, 201, « SA Maritime Charter Corporation c/Frasse Mathon » : Juris-Data n°2009-021865 : loi applicable au marin naviguant dans les eaux françaises sous pavillon luxembourgeois.

- **Soc. 12 janv. 2010**, « P & O Ferries Limited c/ Gomart », arrêt 11 F-P+B, RDTr mars 2010, 68 : Indemnités de nourriture et inscription au rôle d'équipage.

- **CA Rouen, ch. urgence, 1<sup>er</sup> sept. 2010**, RDTr janv. 2011, 7, n° 09/04559, « Établissement national des invalides de la marine (ENIM) c/ Dallet et a. » : JurisData n° 2010- 018059 : prescription d'une demande en révision d'une pension de retraite de marin.

- **Soc. 5 oct. 2010**, RDTr janv. 2011, 6, n° 09-41.492, F-P+B, « SA Société nouvelle de remorquage du Havre (SNRH) c/ Bouraima et a. » : JurisData n° 2010- 017665 : indemnités de nourriture et périodes de travail à terre dans le remorquage : suite et fin.

- **Soc., 18 janv. 2011**, RDTr mai 2011, 86, n° 09-40.094, F-P, « Cloâtre c/Assoc. An Test » : JurisData n° 2011-000355 : législation en matière de durée du travail applicable aux capitaines de la marine marchande

- **Soc. 2 mars 2011**, RDTr mai 2011, 87, n° 09-65 .479, F-D, « Arnoux et a.. c/ GIE Genavir » : JurisData n° 2011-002662 : Le statut d'officier de la marine marchande.

- **Conseil constitutionnel, 6 mai 2011**, déc. n° 2011-127 QPC, D.O. oct. 2011, 609 : accident du travail maritime et faute inexcusable de l'employeur.

- **Soc. 22 sept. 2011**, RDTr déc. 2011, 198, « Fleury c./ SA Seafrance » : JurisData n° 2011-019812 : Qualification de la rupture du contrat de travail du marin bénéficiant d'une pension de retraite d'ancienneté.

- **Civ. 2<sup>ème</sup>, 30 mai 2013**, RDTM oct./déc. 2013, 62, n° 12-15.158 ; JurisData n° 2013-010715 : Demande de classement individuel supérieur au titre de la pension de vieillesse des marins.

- **Soc., 16 déc. 2015**, JCP éd. Soc., 22 mars 2016, 1096, n° 14-24.455, FS-P+B+R, M. L. c/M. D. R. et a. : JurisData n° 2015-028141 : Conditions de forme du contrat d'engagement maritime.

- **Civ. 2<sup>ème</sup>, 15 juin 2017**, Les Petites Affiches, 25 sept. 2017, p. 11, n° 15-24510, F-P+B : Reconnaissance de la faute inexcusable de l'armateur en présence d'un accident du travail maritime.

- **Soc., 15 juin 2017**, JCP 2017 éd. Soc., 1 août 2017, 1256, n° 15-27.233, F-P+B : JurisData n° 2017-011552 : Pension de réversion des marins : concours d'ayant cause.

- **Soc. 12 septembre 2018**, JCP 2018 éd. Soc, 23 oct. 2018, 1335, p. 16, n° U 16-26.853, arrêt n° 1244 FS-P+B : Procédure de licenciement disciplinaire d'un officier de la marine marchande en droit polynésien.

- **Civ., 2<sup>ème</sup> ch., 13 février 2020**, n° H 18-26.689, arrêt n° F-P+B+I, JCP S, 24 mars 2020, n° 12, 1085, p. 34 : Présomption de maladie professionnelle en droit maritime.

### *Réseaux de transports urbains*

- **Soc. 23 oct. 2007**, RDTr déc. 2007 : la défense du mode d'exploitation d'un réseau de transport est une revendication d'ordre professionnel.

- **CA Paris, 18<sup>ème</sup> ch. D, 20 mai 2008**, « Gonse/ R.A.T.P. », JurisData n°2008-365212, RDTr novembre 2008 : application de la procédure légale de licenciement à l'agent « stagiaire » de la R.A.T.P.

- **CA Rennes, 8 janv. 2009**, n°07/07001, « S.A. SEMITAN c/ Ouary » : Juris-Data n°2009-001462, RDTr juin 2009, 114 : Transports urbains : appréciation de la légitimité du droit de retrait sur un service de nuit.

- **CA Rouen, 11 février 2009**, « société TCAR c/ CPAM de Rouen » : JurisData n°2009-003691, RDTr oct. 2009, 188 : Transports urbains : troubles psychologiques constitutifs à une agression et accident du travail.

- **CA Aix-en-Provence 16 fév. 2009**, n°08/03398, CFT-STU c/ Maraldo, JurisData : 2009-001339, RDTr juil/août 2009, 138 : transports urbains : L'institution des périodes préliminaires de « stages » contestée au regard de la convention OIT n°158 concernant la cessation de la relation de travail.

- **CA Lyon, 26 juin 2009**, « Union régionale UNSA Rhône-Alpes » : Juris-Data n°2009-017086, RDTr avril 2010, 87 : transports urbains et trajet ville/dépôt.

- **CA Nancy, 15 juil. 2009**, « Michaud », RDT mars 2010, 65 : transports urbains, absence d'une protection suffisante à l'endroit d'une conductrice de bus ; faute inexcusable.

- **CA Nancy 23 fév. 2011**, RDTr sept. 2011, 130, « Lombard c./ S.A.S. Connex » : JurisData n° 2011-005946 : Transports urbains : de nouveau les temps d'habillage.

- **CA Fort-de-France, 21 avril 2011**, RDTr oct. 2011, 147, arrêt n° 11/76, « SARL Sertrans » c./ Toussaint » : JurisData n°2011-13334 : Faute professionnelle du conducteur de bus à l'occasion de l'encaissement du prix du voyage.

**Cass. Ass. Plén. 6 janv. 2012**, RDTM avril/juin 2012, 25, n° 10-14.688, « Abdelkader X c./ SEMITAG » : JurisData n° 2012-000003 : Transports urbains ; Retrait d'une habilitation à la conduite d'un tramway.

- **CA Montpellier, 27 mars 2014**, RDTM oct. /déc. 2014, 56, n° n°14/00052 : Droit de grève dans les réseaux de transports urbains.

- **Soc. 9 avril 2015**, JCP éd. Soc., 23 juin 2015, 1227, n° 13-18.923, FS-P+B, SA « Transevry c/SUD Transports » : JurisData n° 2015-007519 : conventions et accords collectifs. Critères d'identification des transports urbains de voyageurs.

- **Soc. 30 juin 2015**, JCP éd. Soc., 13 oct. 2015, 1366, n° 14-10.764, FS-P+B, « M. L. et a. c/Sté Compagnie de transports de la porte océane » : JurisData n° 2015-016107 : transports urbains ; conditions d'exercice du droit de grève dans les services publics de transports terrestres de voyageurs.

- **Soc., 8 juillet 2020**, n° 19-13.767, JCP S, 15 sept. 2020, n° 37, 3013, p. 28 : Droit de grève dans le secteur des transports terrestres réguliers de personnes.

## ***Route marchandises***

- **Soc. 19 sept. 2007**, RDTr janvier 2008 : l'excès de vitesse commis par un chauffeur en dehors de son travail peut-il être rattaché à sa vie professionnelle ?
- **CA Nîmes, 4 juillet 2007**, n°06/00067, « SARL Brink's Evolution/Gobin », jurisdata n°2007-345601 ; RDTr avril 2008 : itinéraire imposé et faute professionnelle du conducteur routier.
- **CA Rouen, 11 mars 2008**, n°07/03120, « General Logistic System France c/ Al Yadri », RDTr sept 2008, 163 : contrat de transport et contrat de travail : qualification.
- **CA Bourges, 14 mars 2008**, n°07/01162, « Bouilloux c/Transports Coquelet », RDTr décembre 2008, 253 : procédure de licenciement : application de l'article 16.2. de la convention collective nationale des transports routiers.
- **Civ. 2<sup>ème</sup> 20 mars 2008**, JurisData n°2008-043416, RDTr mars 2009, 47 : les conditions concrètes d'activité de l'artisan chauffeur, loueur de ses véhicules, peuvent justifier la requalification de la convention en un contrat de travail.
- **CA Paris, 18<sup>ème</sup> ch., 27 mars 2008**, « Transports Le Henaff c/ Malardier » : JurisData n°2008-365 215, RDTr oct. 2008, 192 : conservation des données enregistrées du chronotachygraphe et action en paiement du salaire.
- **CA Montpellier, 26 mars 2008**, « Saïsse c/ SA Callejo Transports » : Juris-Data n°2009-375484, RDTr mai 2009, 90 : TRM : Non-respect d'une clause de mobilité et exécution du délai-congé de licenciement.
- **CA Bordeaux, 3<sup>ÈME</sup> ch. corr., 8 avril 2008**, n°07/01487, « Vialle c/Ministère public » : JurisData n°2008-369643, RDTr décembre 2008 : transport routier ; délit de marchandage.
- **CA Douai, 13 mai 2008**, « de Somviele c/ Ministère public », JurisData n°2008-367140, RDTr novembre 2008 : infraction à la législation communautaire sur les temps de conduite : communication du procès-verbal au délinquant.
- **CA Paris, 20<sup>ème</sup> ch., 19 juin 2008**, « Dupaquier c/ Ministère public » : JurisData n°2008-365 799, RDTr oct. 2008 : n'est pas responsable pénalement d'avoir laissé commettre par son chauffeur une infraction au temps de conduite le chef d'entreprise qui prouve avoir engagé les actions de prévention suffisantes.
- **CA Pau, 31 juillet 2008**, « K. c/ Ministère public », JurisData : n°2008-372629, RDTr avril 2009, 69 : Chronotachygraphe électronique : absence de carte de conducteur.

- **CA Poitiers 11 sept. 2008**, « Ministère public c/Labachot » : Juris-Data n°2008-007553, RDTr sept. 2009, 162 : Transport routier : présentation d'une attestation de repos falsifiée.

- **Soc. 17 septembre 2008**, JurisData n°2008-045024, RDTr décembre 2008 : transport pour compte d'autrui et contrat de travail saisonnier.

- **Soc. 24 sept. 2008**, n°1562 F-P+B, « TDLC c/ Gibert » : JurisData n°2008-045103, RDTr mars 2009, 46 : route : rémunération à la course.

- **CA Montpellier, 3<sup>ème</sup> ch., 1 oct. 2008**, « Ivanov c/ ministère public » : JurisData n°2008-374 693, RDTr, juil/août 2009, 139 : TRM : infraction à attestation d'emploi « pays tiers ».

- **CA Bordeaux, 28 oct. 2008**, « Doridant c./ SAS Citram » : Juris-Data n°2008-004557, RDTr juil/août 2009, 148 : TRM : La charge de la preuve incombe au salarié qui revendique une autre qualification professionnelle.

- **Soc. 29 oct. 2008**, n°07-40.066, FS+P+B, Société Interhône Alpes c/ Amarache, RDTr janvier 2009, 13 : transport routier ; contrat de qualification : l'échec du salarié à une formation professionnelle tronquée ne constitue pas un cas de force majeure.

- **CE, 1<sup>ère</sup> et 6<sup>ème</sup> ss-sect. réunies, 31 déc. 2008**, n°302202, « FGTE-CFDT, FNCR et a. », RDTr mai 2009, 87 : TRM : le temps de service des conducteurs routiers en porte-à-faux avec le droit communautaire.

- **Soc. 4 fév. 2009**, n°E 07-43.433, F-D, « Mauffrey Transports c/ André » : JurisData n°2009-046948, RDTr juil/août 2009, 140 : TRM : organisation des tournées et durée du travail.

- **Soc. 18 févr. 2009**, « Transports Davy c/ Troislouche » : Juris-Data n°2009-047160, RDTr mai 2009, 89 ; TRM : qualification professionnelle et nomenclature des emplois.

- **CEDH, 5-3-2009**, « Barroco », RDTr janv. 2010, 4 : opération escargot et délit d'entrave à la circulation

- **Soc. 12 mars 2009**, arrêt n°564 F-D, « Villate c/JLG Services » : JurisData n°2009-047631, RDTr mai 2009, 88 : TRM : durée du travail effectif et temps d'attente.

- **CE, 2<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> ss-sect., 30 mars 2009**, n°313859 ; La Poste c/ Maupoil : Juris-Data n°2009-010260, RDTr déc. 2009, 229 : Indemnisation des frais de déplacement des agents de La Poste, chauffeurs routiers.

- **CA Paris, 10 avril 2009**, « Djondo c/ ministère public » : Juris-Data n°2009-005013, RDTr oct. 2009, 194 : Location de véhicule avec chauffeur, délit de marchandage et prêt de main-d'œuvre illicite.

- **CA Douai, 16 avr. 2009**, RDTr nov. 2010, 221, n°09/03717, « FONGECFA

Transport c/Chudzik » : JurisData n° 2010-013659 : TRM : Congé CFA et interdiction conventionnelle d'une activité rémunérée.

- **Soc. 6 mai 2009**, arrêt n°834 F-D, « Montoir Containers c/ Chevallier » : JurisData n°2009048092, RDTr oct. 2009, 189 : TRM : temps d'attente et durée du travail.

- **Soc. 6 mai 2009**, arrêt n°881 F-D : Juris-Data n°2009-048105, RDTr oct. 2009, 195 : Transport routier : annulation des dispositions du décret du 27 janvier 2000 en matière de matière de majoration de salaire et répétition de l'indu.

- **CA Nancy, 10 juin 2009**, RDTr janv. 2010, 11 : route : respect par l'employeur des préconisations du médecin du travail.

- **CA Rennes, 2 sept. 2009**, « Nutri-Ouest », JurisData n°2009-004404, RDTr juin 2010, 126 : route : infraction au Code de la route et vie professionnelle.

- **CA Rennes, 3 sept. 2009**, « SA T.F.E. c/ Le Corvic » : JurisData n°2009-009337 ; RDTr avril 2010, 83 : TRM : obligation de sécurité en matière de tabagisme dans l'entreprise.

- **CA Bordeaux, 3 sept. 2009**, « Société Doumen c/ Gros et a. » : JurisData n°2009-010843, RDTr mars 2010, 66 : TRM, démonstration des heures supplémentaire en l'absence des données du tachygraphe.

- **CA Orléans, 10 sept. 2009**, RDTr nov. 2010, 222, n° 09/00021, « Transports frigorifiques meslandais c/ Motillon » : JurisData n° 2009-023483 : TRM : Une absence non justifiée ne présume pas d'une démission

- **Soc. 16 sept. 2009**, arrêt n°1671 F-D, « Debeaux c/ Dillon » : JurisData n°2009-049514, RDTr nov. 2009, 211 : Chauffeurs « grand routier » : difficultés récurrentes autour du décret n°83-40 et des dispositions conventionnelles sur les repos récupérateurs.

- **Soc. 10 nov. 2009**, « Transport Lambert », JurisData n°2009-050323, RDTr fév. 2010, 27 : Concours d'un engagement unilatéral de l'employeur avec la législation préexistante : appréciation de la norme la plus avantageuse au salarié (TRM).

- **Soc. 2 déc. 2009**, arrêt n°2432 FS-P+B+R, « Mory Team c/ Chevereau », JurisData n°2009-050610, RDTr mars 2010, 60 : suspension du permis de conduire et procédure de licenciement d'un chauffeur routier, salarié protégé.

- **CA Grenoble, 1re ch. corr., 26 janv. 2010**, RDTr oct. 2010, n° 09/00696, « J.-J. B. c/ Ministère public » : JurisData n° 2010-009876 : TRM : Infraction à la législation sociale : effet d'une délégation de pouvoir valide.

- **Soc. 3 fév. 2010**, arrêt n°246 F-D, « Chatellier c/ soc. Sorel », RDTr mai 2010, 111 : Régime juridique de l'accord du 23 avril 2002 sur la rémunération des heures de temps de service des personnels roulants.

- **Soc., 24 mars 2010**, arrêt n°622 FS-P+B, « Haddadou c./ LTS », RDTr juil./août 2010, 146 : TRM : modification des tournées d'un chauffeur et notion d'emploi, au sens de l'article L.1226-8 du Code du travail.
- **Soc. 14 avril 2010**, arrêt n°887 FS-P+B, « Heppner », RDTr sept 2010, 179 : sous-traitance régulière et calcul des effectifs du commissionnaire de transport.
- **Soc. 7 avril 2010**, « X contre société Transports Chavalan et Duc », D.O. sept. 2010, 505 : temps d'attente et temps de service d'un chauffeur « grand routier ».
- **CA Agen, ch. soc., 18 mai 2010**, RDTr déc. 2010, 233, n° 09/00907, SARL Olano Logistique Viande c/ Broudiscou : JurisData n° 2010-014273 : TRM : Dénonciation d'un usage d'entreprise.
- **CNIL, délibération n°2010-112 du 22 avril 2010**, RDTr juil. /août 2010, 151 : mise en place de la vidéosurveillance dans le service exploitation d'une entreprise de transport et respect de la vie privée.
- **Soc. 28 sept. 2010**, RDTr déc. 2010, 234, n° 09-40.137, FS-P+B, SAS « Transports Lahaye c/ Serré » : JurisData n° 2010-017044 : TRM : Décompte du temps de travail, travail de nuit et frais de déplacement.
- **Crim., 26 oct. 2010**, RDTr fév. 2011, 19, n° 09-87.978, F-D, « Philippe H. » : JurisData n° 2010-021999 : responsabilité pénale du chef d'entreprise du fait du non-respect de la réglementation communautaire sur les temps de conduite par ses chauffeurs.
- **Soc., 3 nov. 2010**, RDTr fév. 2011, 22, n°09-69.282, F-D, « SAS Transports internationaux Joulie et fils c/ Assoc. Fongecfa Transports » : JurisData n° 2010-020145 : combinaison d'un départ en congé CFA et d'une embauche conditionnée.
- **CA Agen, ch. correctionnelle, 23 sept. 2010**, RDTr mars 2011, 42, « Libaros c/ Ministère public » : Faute personnelle du chauffeur et responsabilité pénale du transporteur en matière de législation routière.
- **CA Rennes, ch. correctionnelle, 6 octobre 2010**, RDTr mars 2011, 43, « Gariou c/Ministère public » : Juris-Data n°2010-022912 : Imputabilité de la responsabilité pénale du transporteur en matière de législation routière : cas de l'associé non gérant, simple exécutant.
- **CA Lyon, 23 fév. 2010**, RDTr juin 2011, 101, n° 08/08615, « Laroussi c/SAS Transports Romieu » : jurisData n° 2010-013531 : contrôle des données du tachygraphe.
- **CA Lyon, 11 janv. 2011**, RDTr juil. /août 2011, 111, « SAS Bils-Deroo Transports c/Dahmane » : Jurisdata n° 2011-006240 : TRM : de la distinction entre l'exercice du droit de grève et l'acte d'insubordination.
- **Soc. 23 mars 2011**, RDTr sept. 2011, 127, « FONGECFA Transport c/ SAS TCT France » : JurisData n°2011-004284 : TRM : prise d'un congé CFA.

- **CA Caen, 27 mai 2011**, RDTTr oct. 2011, 150, n°09/01325, « Pichon c/ SA Keolis » : JurisData n° 2011-013244 : TRM : Conditions probatoires d'un contrôle d'alcoolémie au travail.

- **CA Besançon, 19 avril 2011**, RDTTr nov. 2011, 172, n° 10/01104, « Bondy c./ Soc. nouvelle CGVL » : JurisData n° 2011-016913 : TRM : validité d'une clause de mobilité.

- **CA Lyon, 20 juin 2011**, RDTTr déc. 2011, 192, n° 10/08005, « SAS Kim Johansen International Transport c./ Yesil » : JurisData n° 2011-016060 : TRM : Conflit de juridictions et de lois autour d'un contrat de travail international.

**Soc. 7 déc. 2011**, RDTM janv./ mars 2012, 3, n° 10-15.119, FS-P+B, « Bourteel c./ Transport Cœur » : JurisData n° 2011-027345 : TRM : régime conventionnel des transports routiers : travail de nuit, incapacité à la conduite.

- **Crim., 5 juin 2012**, RTDM juil./sept. 2012, 39, n° 11-83.319 : JurisData n° 2012-012446 : qualification du temps passé par un chauffeur routier sur un ferry.

- **Soc. 13 juin 2012**, RDTM oct./déc. 2012, 51, n° 11-12.875, « Transports Gautier » : JurisData n° 2012-012740 : Détermination de l'amplitude journalière de travail.

- **CE 4 juil. 2012**, RDTM oct./déc. 2012, 50, n° 337698 : JurisData n° 2012-014985 : TRM ; légalité d'un arrêté d'extension.

- **CA Aix-en-Provence, 31 janv. 2013**, RDTM juil./sept. 2013, 43, n° 11/10665 : JurisData n° 2013-002532 : TRM : conditions d'affiliation à une caisse de congés payés.

- **Soc. 26 juin 2013**, RDTM oct./déc. 2013, 61, n° 12-15.287 ; JurisData n° 2013-013588 : TRM : contrat de travail international et conflit de juridictions.

- **Soc. 14 janv. 2014**, RDTM avril/juin 2014, 22, n° 12-16.218 : JurisData n° 2014-000235 : Validité des informations personnelles collectées à l'aide du chronotachygraphe en l'absence d'une déclaration à la CNIL.

- **Crim. 28 janv. 2014**, RDTM juil./sept. 2014, 39, n° 12-87.504 : JurisData n° 2014-00154 : Nature juridique d'un soit-transmis du procureur et de l'avis en réponse de la Direction départementale de l'équipement.

- **Soc. 15 oct. 2014**, JCP éd. Soc., 23 déc. 2014, 1492, n° 12-29.235, F-P+B, « M. S. c/SAS Novéa et a. » : JurisData n° 2014-024054 : prohibition dans le secteur des transports de tout élément de rémunération tendant à compromettre la sécurité.

- **Crim. 22 sept. 2015**, JCP éd. Soc., 24 nov. 2015, 1432, n° 14-83. 202, F-D, « Soc. Aub'Transport » : JurisData n° 2015-021027 : contrôle par l'inspection du travail des tachygraphes des véhicules routiers sur les lieux de chargement et de déchargement.

- **Soc., 12 janv. 2016**, Les Petites Affiches, 30 juin 2016, p. 17, n° 13-26318 FS+P+B : Parcours d'approche des chauffeurs routiers.

- **Crim., 24 mai 2016**, JCP éd. Soc., 18 oct. 2016, 1347, n° 15-80897 : Champ d'application de la réglementation européenne sur les temps de conduite et de repos des chauffeurs routiers.

- **CJUE, 20 déc. 2017**, JCP 2018 éd. Soc., 20 fév. 2018, 1070, p. 27, aff. C-102/16 : Repos hebdomadaire et lieux de couchage des chauffeurs routiers.

- **Soc., 20 déc. 2017**, Les Petites Affiches, 17 mai 2018, p. 13, n° 16-14179 : Caractère illicite du licenciement disciplinaire d'un chauffeur routier motivé par un accident de la route survenu hors du temps de travail.

- **Soc., 28 mars 2018**, JCP, éd. Soc., 29 mai 2018, 1172, p. 25, n° 16-26.720, FS-P+B : JurisData n° 2018-004686 : Calcul de la durée hebdomadaire du travail du personnel roulant du secteur du transport routier de marchandises.

- **Soc., 28 mars 2018**, JCP, éd. Soc., 29 mai 2018, 1173, p. 27, n° 17-14.082, FS-P+B : JurisData n° 2018-004717 : Calcul des repos compensateurs dus au personnel roulant du secteur du transport routier de marchandises.

- **Soc., 11 avril 2018**, JCP 2018 éd. Soc., 10 juil. 2018, 1235, p. 24, n° 16-25.186, F-D : JurisData n° 2018-005658 : Difficultés autour de diverses pratiques patronales dans le transport routier de marchandises.

- **CE, 28 novembre 2018**, n° 410659, JCP éd. Soc., 22 janv. 2019, 1013, p. 32 : JurisData n° 2018-021435 : Annulation des dispositions fixant le régime juridique des majorations pour heures supplémentaires dans le transport routier de marchandises.

- **Soc., 6 février 2019**, n° 17-23.723, JCP éd. Soc., 26 mars 2019, 1092, p. 32 : Régime juridique des repos compensateurs dans le TRM.

- **CJUE, 24 mars 2021**, aff. C-870/19 et C 871/19, JCP éd. Soc., 24 mars 2021, 1133, p. 40 : Sanctions en cas de défaut de justificatifs des temps de conduite et de repos des chauffeurs routiers.

- **Crim., 11 janvier 2022**, n° 21-82.075, P, JurisData n° 2022-000260, Droit Pénal, n° 3, mars 2022, comm. 51, p. 42 : Le recours systématique au cabotage routier pénalement condamné.

***Route voyageurs (sauf Réseaux de transports urbains)***

- **CA Rouen 26 juin 2007**, « Société VTNI/Sellier », doc. n° 339104, RDTr novembre 2007 : cumul d'emplois et respect de la réglementation communautaire sur les temps de conduite.

- **CA Rouen, 20 novembre 2007**, « Cars Adrien/Lefebvre ». : JurisData n°2007-352144, RDTr juillet/août 08 : temps de travail effectif et périodes de disponibilité des conducteurs routiers.

- **Soc. 26 mars 2008** : JurisData n°2008-043358, RDTr juin 2008, 118 : le décompte du temps de travail des ambulanciers au défi du droit communautaire.

- **CA Paris, 18<sup>ème</sup> Ch. B, 3 juil. 2008**, « SA Transports urbains Chellois c/ URSSAF », JurisData n° n°2008-373021, RDTr avril 2009, 74 : Conducteurs de car : frais professionnels et abattement de cotisations de sécurité sociale.

- **Civ. 2<sup>ème</sup> 3 juil. 2008**, RDTr décembre 2008, 254 : force probante des procès verbaux établis par les agents de contrôle de l'U.R.S.S.A.F.

- **CA Paris, 14 janv. 2009**, « SA Chabe Limousines c/ Schnell » : JurisData n°2009-002262, RDTr janv. 2010, 5 : Périodes d'inaction et temps d'équivalence d'un chauffeur de grande remise.

- **CA Besançon, 6 mars 2009**, n°09/142, « Ventura c/ Régie Départementale des Transports du Doubs », RDTr déc. 2009, 231 : champ d'application de la convention collective V.F.I.L. du 26 septembre 1974.

- **Soc., 2 juin 2009**, arrêt n°1092 F-D : Juris-Data n°2009-048876, RDTr nov. 2009, 212 : Le protocole d'avril 1974 relatif aux frais de déplacement est applicable aux chauffeurs de grande remise.

- **Soc., 28 oct. 2009**, arrêt n°2131 FS-P+B, « Raud c/ Ambulance Pontivyenne », RDTr juil./août 2010, 145 : temps d'équivalence et permanences.

- **Soc., 17 fév. 2010**, n°401 FS-D, « Société Intrabus Orly c/ Dufait et a. », RDTr mai 2010, 110 : Temps d'habillage des conducteurs de bus : la Cour de cassation confirme sa jurisprudence.

- **Soc. 20 janv. 2010**, arrêts n°138 F-D, « Ambulance Sainte Marie c/ Letellier » et n°143 F-D, « Ambulance des Volcans c/ Laboisse », RDTTr mai 2010, 108 : durée du travail dans le secteur sanitaire.

- **CJUE 29 avril 2010**, « Smit Reisen BV », C-124/09, D.O. juil. 2010, p.401 : Réglementation communautaire sur les temps de conduite : régime juridique des parcours d'approche et qualification d'un établissement d'attache.

- **Soc. 7 déc. 2010**, RDTTr mars 2011, 41, n° 09-42.711, F-D, « Boissin c/ SA Bron Ambulances » : JurisData n° 2010-023229 : Heures d'équivalence et permanences du personnel ambulancier.

- **Soc. 17 mai 2011**, RDTTr oct. 2011, 146, « SARL D. Lavalade c/ Régie départementale des transports de la Haute-Vienne » : JurisData n°2011-008887 : transports interurbains : changement de prestataires et garantie conventionnelle d'emploi.

- **CA Paris, 23 jun 2011**, RDTTr oct. 2011, 149, n° 10/09284, « Touiher c/SA Taxitel et a. » : JurisData n° 2011-013048 : qualification du contrat liant un chauffeur de taxi à l'entreprise le pourvoyant en véhicule et clientèle.

- **Soc. 9 nov. 2011**, RDTM janv./mars 2012, 2, « SARL JLI c./ Cinari » : JurisData n° 2011-024455 : transports scolaires : précisions sur la notion de transport régulier à l'occasion de la mise en œuvre d'une garantie conventionnelle d'emploi.

- **Civ. 2<sup>ème</sup> 13 sept. 2012**, RDTM janv./mars 2103, 3, n° 11-22.860, « Centre hospitalier de Meaux » : JurisData n° 2012-021092 : accident de la circulation : indemnisation de l'agent hospitalier accompagnant un véhicule d'intervention d'urgence.

- **Soc. 9 oct. 2012**, RDTM janv./mars 2013, 2, n° 11-21.508, « Société Citram Aquitaine » : JurisData n° 2012-022697 : préavis de grève dans une entreprise prestataire d'un service public de transport.

- **Soc. 23 sept. 2013**, RDTM janv./mars 2014, 2, n° 12-13-267 : JurisData n° 2013-020560 : Transports interurbains ; droit communautaire, usage d'entreprise et principe de faveur.

- **CA Versailles, 18 mars 2013**, RDTM juil./sept. 2013, 42, n° 11/01581 ; JurisData n° 2013-009754 : Précisions sur les conditions de travail des chauffeurs de moto-taxi.

- **CA Paris, 3 juil. 2014**, RDTM oct./déc. 2014, 57, n° 12/08588 : JurisData n° 2014-018126 : Durée conventionnelle du travail dans le transport routier de voyageurs interurbain.

- **Soc.**, 3 fév. 2017, 2016, JCP éd. Soc. 28 mars 2017, 1099, n° 15-26.516, F-D, « Société Autocars Striebig » : Invalidation du permis de conduire d'un conducteur de car : simple négligence.

- **Soc.**, 23 septembre 2020, n° F 18-20.869, JCP S 20 oct. 2020, n° 42, 3045, p. 27 : Annulation d'une clause contractuelle dérogatoire à un régime d'équivalence dans le secteur du transport sanitaire.

## **Rapports :**

*Le statut social des activités non professionnelles*, 1996, MIRE, Ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville, 259 p.

*Les transformations des relations du travail dans le transport routier de marchandises*, en collaboration avec H. Desfontaines, 2000, PREDIT 1996-2000, programme « Emploi et veille sociale », 211 p.

*Quête de reconnaissance et représentativité d'une organisation professionnelle émergente du secteur routier : l'O.T.R.E.*, in « La construction de la représentativité patronale » (sous la dir. de J.-P. Le Crom et N. Maggi-Germain), 2011, DARES, Ministère de l'Économie, Ministère du Travail, annexes, 91 p.

## **Communications et conférences :**

- « La mesure du travail à l'aune de la disponibilité du grand routier » (en collaboration avec H. Desfontaines, UCO Angers), XIII<sup>ème</sup> Journées Internationales de Sociologie du Travail, Metices, Université Libre de Bruxelles, janv. 2012.

- « L'intérim et la sous-traitance dans une entreprise de transport routier », Journées thématique Travail – Emploi – Organisation, CNRS, Annecy, juin 2012.

- « La détermination des règles professionnelles et sociales du personnel navigant du bassin rhénan », 7<sup>ème</sup> Rencontres de Mâcon –Fleuves et Territoire- Institut de recherche du Val de Saône Mâconnais, 13 sept. 2012.

- « L'action de la Commission centrale pour la navigation du Rhin en matière sociale : Des considérations sociales d'un droit commercial aux considérations commerciales d'un droit social », IFSTTAR, séminaire « Transport et mondes professionnels », Marne-la-Vallée, juin 2014.

- « Les conditions de travail dans les transports : une « écologie » radicalement indifférente au développement durable », colloque RIODD, Bordeaux, octobre 2014.

- « Variations sur un droit professionnel : l'action de la Commission centrale pour la navigation du Rhin en matière de droit social », colloque Strasbourg, *la CCNR : 200 ans d'histoire*, juin 2015.

- « Les interactions du professionnel et du social en droit fluvial rhénan », colloque « Déclin ou renouveau des professions », univ. de Nantes, juin 2015.

- « La réglementation applicable aux salariés du transport : un droit sous l'influence d'une logique de métier », colloque « Droit des transports et principes fondamentaux », univ. Toulouse I Capitole, 31 mars/1 avril 2016.

- « Conditions d'emploi des routiers : D'une construction parallèle à une construction conjointe, les vertus heuristiques de l'histoire », Nantes, faculté de droit, 10 nov. 2016 (en collabo H. Desfontaines).

- « O, temps, suspends ton vol... La prise en compte par le droit social des voyages à titre professionnel », colloque « Les mobilités liées au travail », ADEME/IFSTTAR, Marne-la-Vallée, 29 nov./1 déc. 2017.

- « Quarante ans d'évolution en droit social des transports », colloque « Les quarante ans de l'ISSTO », univ. Rennes 2, nov. 2021.